

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS	
	VOIE NORMALE		VOIE AERIEUNE			
	Six mois	Un an	Six mois	Un an	La ligne	1.000 francs
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie Nationale à Rufisque.	Sénégal et autres Etats de la CEDEAO	15.000f 31.000f	-	-	Chaque annonce répétée	Moitié prix
Les annonces doivent être remises à l'Imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	Etranger : France, Zaïre R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie.	-	20.000f.	40.000f	(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).	
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger : Autres Pays		23.000f	46.000f		
	Prix du numéro	Année courante 600 f	Année ant.	700f.		
	Par la poste :	Majoration de 130 f	par numéro		Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 9520 790 630/81	
	Journal légalisé	900 f	Par la poste	-		

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS ET ARRETES

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR

1997		
18 septembre	Décret n° 97-970 portant désignation des membres de la délégation à la 52 ^e session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations-unies	477

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1997		
6 octobre	Décret n° 97-1022 modifiant le décret n° 97-176 du 18 février 1997 portant prorogation de la session exceptionnelle des listes électorales 1997	478

MINISTERE DES FORCES ARMEES

1997		
10 novembre	Arrêté ministériel n° 9498 M.F.A.-D.P.M.M.-A.D.M. portant désignation du premier contingent sénégalais de contrôleurs de police en Bosnie	479
10 novembre	Arrêté ministériel n° 9499 M.F.A.-D.P.M.M.-A.D.M. portant relèvement du premier contingent sénégalais de contrôleurs de police en Bosnie	479

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE

1997		
13 novembre	Arrêté ministériel n° 9656 M.E.P.N.-D.E.F.C.C.S fixant les modalités d'exercice de la chasse pour la saison cynégétique 1997-1998	480

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces	482

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS ET ARRETES

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR

DECRET n° 97-970 du 18 septembre 1997

portant désignation des membres de la délégation sénégalaise à la 52^e session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations-unies.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution;

Vu la loi 96-32 du 31 décembre 1996, portant loi de finances pour l'année financière 1997;

Vu le décret n° 94-767 du 21 juillet 1994, portant réglementation des déplacements à l'étranger et fixant les taux des indemnités de mission;

Vu le décret n° 95-467 du 17 mai 1995 modifiant et complétant le décret n° 88-1697 du 16 décembre 1988 portant organisation du Ministère des Affaires étrangères;

Vu le décret n° 93-717 du 1^{er} juin 1993 portant nomination du Premier Ministre;

Vu le décret n° 95-312 du 15 mars 1995 portant nomination des ministres, modifié par le décret n° 95-748 du 12 septembre 1995.

Vu le décret 95-315 du 16 mars 1995, portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères;

Vu la circulaire n° 00261-MEFP-DGF-DB. 4 du 31 décembre 1996 portant mise en place des crédits et exécution du budget de l'Etat, gestion 1997;

Vu la lettre n° 633 PM-CAB-DIPL.O du 18 août 1997 portant composition de la délégation sénégalaise à la cinquante deuxième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations-unies et le calendrier de séjour à New-York de ladite délégation;

Sur proposition du Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur,

DECRETE :

Article premier. - La délégation de la République du Sénégal à la 52^e session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations-unies qui s'ouvre, à New-York, le 16 septembre 1997, sera conduite par M. Moustapha Niasse, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur.

Art. 2. - Sont désignés pour participer à cette assemblée générale pendant toute la durée de la session :

MM. Ibra Déguène Kâ, ambassadeur, représentant permanent du Sénégal auprès de l'ONU, adjoint au Chef de délégation;

Alioune Diagne, Ministre-Conseiller;

Mankeur Ndiaye, conseiller;

Oumar Demba Bâ, conseiller;

Falilou Guèye, conseiller;

Doudou Mbaye, premier secrétaire;

Abdoulaye Bâ, deuxième secrétaire;

Alioune Ndiouck, deuxième secrétaire.

Art. 3. - Prendront également part aux travaux de la 52^e session à titre temporaire :

a) pour une durée de trois semaines :

M^e Doudou Thiam, ancien ministre, membre de la Commission du Droit international;

MM. Khaly Sèye, député, Président de la Commission des Affaires étrangères et de la Coopération de l'Assemblée nationale;

Moustapha Cissé, ambassadeur, Conseiller spécial de Monsieur le Président de la République;

Mouhamed El Moustapha Diagne, ambassadeur, Secrétaire général des Services présidentiels;

Fodé Seck, ambassadeur, Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur;

Chérif Younouss Diaté, ambassadeur, Directeur de Cabinet du Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur.

Babacar Carlos Mbaye, ambassadeur, Conseiller diplomatique de Monsieur le Président de la République;

Paul Badji, ambassadeur, Conseiller diplomatique de Monsieur le Premier Ministre;

M^{me} Claude Absa Diallo, ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations unies à Genève;

MM. Papa Louis Fall, Ambassadeur du Sénégal en Ethiopie;

Papa Abdou Cissé, Ambassadeur du Sénégal en Arabie Saoudite;

Doudou Diop, Ambassadeur du Sénégal au Maroc;

Amadou Diop, Conseiller diplomatique de Monsieur le Président de la République;

Cheikh Niang, Conseiller diplomatique de Monsieur le Président de la République;

b) Pour une durée de quatre semaines :

MM. Cheikh Sylla, ambassadeur, Directeur des Organisations internationales;

Momar Guèye, Chef de la Division des Organisations internationales à vocation universelle.

c) Pour une durée de cinq jours :

M. le général Mamadou Mansour Seck, Ambassadeur du Sénégal aux Etats-unis d'Amérique.

Art. 4. - Les membres de la délégation devant représenter le Sénégal au titre de la Mission permanente du Sénégal auprès de l'ONU percevront une indemnité journalière dont le montant est fixé à cinquante dollars US.

Art. 5. - Le Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur et le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 18 septembre 1997.

Abdou DIOUF.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Habib THIAM.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

DECRET n° 97-1022 du 6 octobre 1997

modifiant le décret 97-176 du 18 février 1997 portant prorogation de la révision exceptionnelle des listes électorales 1997.

RAPPORT DE PRESENTATION

La révision exceptionnelle des listes électorales instituée par décret n° 97-176 du 18 février 1997 a connu une première prorogation suivant le décret 97-940 du 2 septembre 1997.

Cette prolongation de la révision exceptionnelle des listes électorales a été vivement appréciée par la classe politique qui a cependant insisté sur l'impérieuse nécessité d'allonger de nouveau la période d'inscription des listes électorales afin de permettre aux électeurs de s'inscrire, mais aussi de donner à

efficacement l'établissement et la révision des listes électorales.

A la demande des partis politiques qui ont souhaité une prolongation de la révision des listes électorales, il a paru opportun de proroger de nouveau les opérations d'inscription, de modification et de radiation d'autant qu'un engouement certain a été observé durant la dernière semaine du 22 au 29 septembre 1997. Les commissions administratives ont enregistré de fortes demandes dans ce sens.

Néanmoins, l'actuelle période de prorogation, pour des raisons d'efficacité et de contrainte de calendrier électoral ne devrait pas dépasser un mois c'est-à-dire du 1^{er} au 31 octobre 1997, période au delà de laquelle toute la programmation des opérations électorales en raison des délais restreints risque d'être sérieusement perturbée.

Telle est, Monsieur le Président de la République, l'économie du présent projet de décret que je sou mets à votre approbation.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 2, 37 et 65;

Vu le Code électoral, notamment en ses articles L 14 et R 4;

Vu le décret n° 97-176 du 18 février 1997 instituant une révision exceptionnelle des listes électorales pour les années 1997 et 1998, modifié par le décret n° 97-940 du 2 septembre 1997;

Sur le rapport du Ministre de l'Intérieur,

DECRETE :

Article premier. - La révision exceptionnelle des listes électorales prévue à l'article premier du décret n° 97-176 du 18 février 1997, modifié par le décret n° 97-940 du 2 septembre 1997, est prolongée jusqu'au 31 octobre 1997 inclus.

Art. 2. - Les commissions administratives prévues à l'article L 15 du Code électoral recevront les demandes d'inscription, de radiation et de modification des listes électorales jusqu'au 31 octobre 1997 inclus.

Art. 3. - La période de contentieux prévue aux articles 3, 6, 7 et 9 du décret n° 92-327 du 19 février 1992 susvisé, est fixée du 1^{er} novembre au 30 novembre 1997.

Art. 4. - Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et le Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 6 octobre 1997.

Abdou DIOUF.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Habib THIAM.

ARRETE MINISTERIEL n° 9498 MFA-DPMM-ADM. en date du 10 novembre 1997 portant désignation du premier contingent sénégalais de contrôleurs de police en Bosnie

Article premier. - Le premier contingent sénégalais de contrôleurs de police en Bosnie, est mis à la disposition des Nations-unies pour compter du 9 janvier 1995.

Art. 2. - La liste des personnels militaires entrant dans la composition du premier contingent figure en annexe.

Art. 3. - Aussitôt rendu sur place, ledit contingent sera placé, pour emploi, sous les ordres du Chef de groupe des contrôleurs de police de l'Organisation des Nations-unies en Bosnie.

Art. 4.- Le Haut-Commandant de la Gendarmerie et Directeur de la Justice militaire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Prénoms Nom	Grade	Matricule	Observations
Charles César E Diédhiou	colonel	O.A	Chef de détachement
Badara Niang	colonel	O.A	
Cheikh Tidiane Mbaye	colonel	O.A	
Moussa Coulibaly	Lt-colonel	O.A	
Moctar Ndoeye	C.d'Esc.	O.A	
Mamadou Diouf	C.d'Esc.	O.A	
Ismaila Sarr	C.d'Esc.	O.A	
Cheikh Sadibou Niang	capitaine	O.A	
Aynina Ndao	A/M	362	
Mamadou Diop	A/C	580	
Mamadou Kanté	A/C	475	
Abdoulaye Seck	A/C	563	
Ibrahima Sarr	A/C	368	
Amédée Diop	A/C	673	
Georges dit Lamane Ndione	A/C	768	
Ousmane Diouf	A/C	690	
Abdoulaye Wilane	A/C	797	
Abdoulaye Bourry	A/C	806	
Babacar Cissé	adjudant	815	
Bécaye Diakhaté	adjudant	884	
Mamadou Moustapha Dia	adjudant	858	
Almeth Iyane Ndiaye	adjudant	914	
Abdou Khadre Gaye	adjudant	951	
Alioune Fall	adjudant	1066	
Talla Sarr	MDL/C	1052	
Michel Sarr	MDL/C	1127	
Sambou Diop	gendarme	2428/S	
Diaby Sy	gendarme	3221/S	
Mamadou Sidibé	gendarme	4044/S	
Alassane Diop	gendarme	4337/S	
Alioune Sy	gendarme	4907/S	
Babacar Sall	gendarme	5088/S	

ARRETE MINISTERIEL n° 9499 M.F.A.-D.P.M.M.-A.D.M en date du 10 novembre 1997. portant relève du premier contingent sénégalais de contrôleurs de police en Bosnie.

Article premier. - Le premier contingent sénégalais de contrôleurs de police en Bosnie mis à la disposition de l'Organisation des Nations-unies, sera relevé à compter du 9 janvier 1996.

Art. 2. - La liste du deuxième contingent de contrôleurs de police figure en annexe.

Art. 3. - Aussitôt rendu sur place, ledit contingent sera placé, pour emploi, sous les ordres du chef de groupe des contrôleurs de police de l'Organisation des Nations-unies en Bosnie.

Art. 4. - Le Haut-Commandant de la Gendarmerie et Directeur de la Justice militaire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ANNEXE

Prénoms Nom	Grade	Matricule	Observations
Djiby Diop	colonel	O.A	Chef de détachement
Philippe Thiandoum	capitaine	O.A	
Aly Gaye	adjt-chef	518	
Ousmane Diallo	adjt-chef	530	
Abdoulaye Traoré	adjt-chef	547	
Mama Dème	adjt-chef	571	
Mor Thioune	adjt-chef	729	
Déthié Ndao	adjt-chef	751	
Mamadou Sakho	adjudant	753	
Mamadou Sylla	adjudant	910	
Ndame Diop	adjt-major	448	
Abdoul Aziz Mbodji	adjudant	701	
Robert Faye	adjudant	985	
Ibra Sembène Diakhaté	Adjt-chef	593	

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE

ARRETE MINISTERIEL n° 9656 M.E.P.N.-D.E.F.C.C.S. en date du 13 novembre 1997 fixant les modalités d'exercice de la chasse pour la saison cynégétique 1997-1998

Article premier; - Nul ne peut, en dehors de la dérogation de chasse en propriété privée (clause prévue par l'article L premier du Code de la Chasse et de la Protection de la Faune), se livrer à aucun mode de chasse sans être détenteur d'un permis délivré par une autorité compétente.

Les permis de chasse sont personnels. Ils ne peuvent être ni cédés, ni vendus.

Pour obtenir un permis de chasse, tout demandeur touriste ou résident temporaire doit apporter la preuve qu'il a pratiqué la chasse pendant au moins deux ans.

Les autorisations de chasse définies ci-dessous s'exercent en dehors des forêts classées, des réserves spéciales ou intégrales, des parcs nationaux, des territoires érigés en zone de protection, des terrains privés, conformément aux dispositions du Code de la Chasse et de la Protection de la Faune.

Art. 2. - Les modalités d'exercice de la chasse pour la saison 1997-1998 sont fixées suivant les dispositions ci-après :

De l'ouverture et de la fermeture de la chasse

Art. 3. - Conformément aux dispositions du Code de la Chasse et de la Protection de la Faune (partie réglementaire) et indépendamment

des ouvertures spéciales pour la chasse au gibier d'eau et aux prédateurs occasionnels, prévues aux articles 9 et 17 du présent arrêté, la saison de chasse 1997-1998 est ouverte du 12 décembre 1997 au 3 mai 1998.

Elle se pratique, durant cette période et par jour de chasse autorisé, du lever au coucher du soleil et au plus tard à 19 h. 30.

Elle reste fermée partiellement, conformément aux dispositions du Code de la Chasse et de la Protection de la Faune, dans l'ensemble des départements ci-après :

- Louga, à l'exception des columbidés et du gibier d'eau;
- Fatik, à l'exception du gibier d'eau, des cailles et columbidés;
- Tivaouane et Thiès, à l'exception du gibier d'eau, des cailles, des francolins et des columbidés;
- Mbour, à l'exception des cailles et des columbidés sauf la tourterelle des bois.

Elle est toutefois totalement fermée dans :

- les zones côtières des départements de Tivaouane, Thiès, Mbour et Rufisque, comprises entre la régionale 71 (Joal-Mbour), la nationale 1 (Mbour-Rufisque) et l'Océan, d'une part, et d'autre part entre la route des Niayes (Rufisque-Mboro-Fass Boye) et l'Océan;
- la Région de Ziguinchor;
- les départements de Matam, Podor (sauf pour la chasse aux petits oiseaux prédateurs prévue à l'article 17) Kaolack et Nioro (sauf dans les ZIC et les zones amodiées), Gossas, Bambey, Diourbel, Mbacké, Kébémér et Linguère.

Art. 4. - Les permis de petite chasse, de grande chasse et le permis spécial de chasse au gibier d'eau, donnent droit, pour chacun, d'abattre, par jour de chasse sur l'étendue du territoire national où la chasse est autorisée, 25 spécimens parmi les espèces partiellement protégées ou non protégées désignées aux articles D2, D.4, D.5 et D.37 du Code de la Chasse et de la Protection de la Faune.

Ces latitudes d'abattage journalières se complètent mais ne peuvent se cumuler.

Le nombre d'animaux partiellement protégés que confère le permis de grande chasse figure dans le tableau annexé au présent arrêté.

Art. 5. - Dans les zones où certaines espèces intégralement protégées sont redevenues suffisamment abondantes, le Ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature peut, par arrêté, autoriser le tir d'un nombre limité de spécimens aux porteurs de certaines catégories de permis de chasse.

Du droit de timbre

Art. 6. - Conformément à l'article 786 de la loi 92-40 du 9 juillet 1992 portant Code général des Impôts, un droit de timbre de 10.000 francs est payé pour la délivrance de tout permis de chasse.

Du permis de chasse coutumier

Art. 7. - Le permis de chasse coutumier donne droit, sur l'étendue du territoire national où la chasse est autorisée, à l'abattage de 25 spécimens par jour de chasse, parmi les espèces non protégées désignées aux articles D. 2 du Code de la Chasse et de la Protection de la Faune. Il donne aussi droit à la chasse au gibier d'eau dans les conditions prévues à l'article 9 du présent arrêté. Son coût est de 3.000 francs.

Art. 8. - Les détenteurs de permis de chasse coutumier sont autorisés à chasser dans les zones de chasse amodiées et les zones d'intérêt cynégétique situées sur le territoire de leur communauté rurale, dans le respect des horaires de chasse, des latitudes d'abattage et des mesures de conservation fixées par le règlement intérieur propre à chaque zone.

Ils sont exonérés du paiement des taxes de séjour ou d'abattage d'animaux autorisés par le permis de chasse coutumier.

De la chasse au gibier d'eau :

Art. 9. - La chasse au gibier d'eau est autorisée du 5 décembre 1997 au 8 mars 1998, dans les départements de Dagana, Louga, Foundiougne, Fatick, Thiès, Tivaouane, Vélingara et Sédhiou ainsi que dans les autres départements régulièrement ouverts à la chasse. Dans le Département de Louga, l'ouverture de la chasse au gibier d'eau ne concerne que l'Arrondissement de Keur Momar Sarr.

Elle se pratique dans les intervalles de temps ci-après :

- période du 5 décembre 1997 au 15 janvier 1998 : de 6 h. 00 à 19 h. 30;

- période du 16 janvier au 8 mars 1998 : de 6 h. 00 à 20 h.00 (par dérogation à l'article 3).

Art. 10. - Conformément aux dispositions du Code de la Chasse et de la Protection de la Faune, seuls les porteurs du permis spécial sont autorisés à pratiquer la chasse au gibier d'eau.

Ce permis est délivré par la Direction des Eaux, Forêts et Chasses et de la Conservation des Sols, les inspections régionales et les secteurs des Eaux et Forêts suivant les catégories et les coûts fixés comme suit :

- pour la catégorie touriste, la validité est d'une semaine et le coût de 15.000 francs;

- pour la catégorie résident, la validité couvre la période d'ouverture de la chasse au gibier d'eau et le coût est fixé 30.000 francs;

- pour la catégorie touriste longue durée, la validité est d'un mois et le coût de 45.000 francs.

Art. 11. - Les latitudes d'abattage sont :

- pour le permis catégorie touriste : 50 spécimens de gibier d'eau par semaine, dont, au maximum :

- dix dendrocynnes (D Viduata, D. Bicolor);

- une oie d'Egypte (Alopochen aegyptiacus);

- deux oies de Gambie (Plectropterus gambensis).

La latitude d'abattage journalière de 25 spécimens prévue à l'article 4 ci-dessus ne peut, en aucun cas, être dépassée.

De la chasse au phacochère.

Art. 12. - A raison d'un phacochère par semaine pour les porteurs du permis de petite chasse, et moyennant le paiement préalable d'une redevance de quinze mille francs quand elle est pratiquée en dehors des zones d'intérêt cynégétique, la chasse au phacochère est ouverte le 12 décembre 1997 au lever du soleil, dans les départements de Foundiougne et de Kaffrine, dans les régions de Tambacounda et Kolda et dans les zones d'intérêt cynégétique dont les droits de chasse ont été amodiés.

Les porteurs de permis coutumier peuvent abattre un phacochère par semaine sans paiement de la redevance.

Dans la zone d'intérêt cynégétique de la Falémé, les porteurs de permis de grande chasse d'une validité de quinze jours au moins, peuvent tirer un deuxième phacochère par semaine, moyennant le paiement, d'avance, d'une redevance de vingt mille francs.

De la chasse aux tourterelles des bois.

Art. 13. - La chasse aux tourterelles des bois (*Streptopelia turtur*) demeure fermée, pour une durée d'un an, dans le Département de Mbour et dans la ZIC du Baobolong (Département de Niore).

De la chasse aux francolins.

Art. 14. - La chasse aux francolins (genre *Francolinus*) est ouverte le 1^{er} janvier 1998 au lever du soleil. Elle reste cependant fermée dans le Département de Dagana.

Dans l'Arrondissement de Djilor (Département de Foundiougne) la Région de Dakar et les départements de Thiès et de Tivaouane, la latitude d'abattage journalière de 25 spécimens ne peut comporter que cinq francolins au maximum pour tout permis de chasse.

Dans le reste du territoire national, la latitude journalière ne peut comporter au maximum que huit francolins pour tout permis de chasse.

De la protection de certaines espèces dans certaines parties du territoire.

Art. 15. - La chasse des bovidés demeure interdite dans l'ensemble du territoire national, à l'exception de la zone d'intérêt cynégétique de la Falémé (Région de Tambacounda).

Art. 16. - Indépendamment des limitations d'abattage prévues aux articles 4 et 9 ci-dessus, la latitude d'abattage journalière de 25 spécimens parmi les espèces désignées aux articles D2, D4 et D37 du Code de la Chasse et de la Protection de la Faune, ne peut comporter, au maximum, que deux lièvres (*Lepus crawshyi*) et trois pintades (*Numida meleagris*) pour tout permis de chasse.

De la chasse aux déprédateurs occasionnels.

Art. 17. - En vue d'assurer la défense des cultures et la protection des récoltes, la chasse aux déprédateurs est autorisée à titre exceptionnel du 5 décembre 1997 au 3 mai 1998, selon les modalités fixées comme suit :

- dans la Région de Saint-Louis, les départements de Louga, Linguère et de Bakel.

La chasse aux petits oiseaux granivores (tisserins, moineaux et quéléa) est libre et sans aucune limitation des latitudes d'abattage, pour tout détenteur de permis de chasse;

- dans le Département de Foundiougne.

Les titulaires de permis de petite chasse, de permis de chasse coutumier ou de permis de grande chasse, peuvent tirer un deuxième phacochère dans la semaine, moyennant le paiement préalable de la taxe d'abattage fixée à vingt mille francs;

- dans le Département de Kédougou.

Le tir aux cynocéphales est autorisé aux détenteurs de permis de petite chasse ou de grande chasse, moyennant le paiement préalable d'une taxe de dix mille francs qui donne le droit d'abattre un maximum de cinq spécimens par semaine.

Les titulaires du permis de chasse coutumier ont droit à abattre trois spécimens par semaine avec exonération du paiement de la taxe.

Pour faire face aux déprédateurs occasionnels en tout temps et sur toute l'étendue du territoire, le Directeur des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols peut, par note de service, autoriser leur tir aux porteurs de permis de petite chasse ou de grande chasse selon les cas.

L'organisation est coordonnée par l'inspecteur régional en relation avec l'autorité administrative. Un compte rendu sera adressé à l'autorité centrale après exécution.

De la chasse touristique

Art. 18. - En vue de la protection des espèces, les amodiataires ne peuvent recevoir, par semaine, plus de quinze touristes-chasseurs par campement ou hôtel (article D. 47 du Code de la Chasse).

Art. 19. - Les amodiataires doivent faire enregistrer, au poste forestier ou au bureau des parcs nationaux le plus proche, la durée du séjour de leurs clients dans une région de chasse (article D.9).

A défaut, cet enregistrement peut se faire à l'Inspection forestière ou au secteur forestier, au moment de la délivrance du permis de chasse.

Art. 20. - Les touristes chasseurs utilisent obligatoirement les services des guides de chasse agréés, pour obtenir des permis de chasse (article D.14 du Code de la Chasse) ainsi que des permis temporaires de détention d'armes (arrêté n° 016370-MINT-SEEF du 31 décembre 1982).

Exceptionnellement, le Directeur des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols peut délivrer, à un nombre limité de touristes ou invités, des autorisations leur permettant de chasser dans les zones non amodiées et ouvertes à la chasse.

Les bénéficiaires de ces autorisations doivent être munis de permis correspondant à la catégorie de gibier à chasser et ils doivent également s'acquitter des taxes applicables à ces catégories de gibier.

De l'ouverture et de la fermeture de la chasse dans les zones d'intérêt cynégétique

Art. 21. - Les dispositions spéciales suivantes sont appliquées au niveau des zones d'intérêt cynégétique ci-dessous :

a) la chasse est ouverte dans la zone d'intérêt cynégétique de la Palémé (Région de Tambacounda) à compter du 1^{er} janvier 1998 au lever du soleil suivant les modalités fixées par l'arrêté n° 10221-MPN-DEFC du 10 août 1983;

b) la chasse au gibier d'eau et au phacochère est ouverte dans la ZIC du Djeuss (Région de Saint-Louis) à compter du 4 décembre 1997;

c) la chasse au gibier d'eau et au phacochère est ouverte dans les ZIC du Niombato et du Baobolong à compter du 4 décembre 1997;

d) les dates d'ouverture et les modalités d'exercice de la chasse, dans les zones d'intérêt cynégétique n'ayant pas fait l'objet d'amodiation, sont fixées par arrêté du Ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature, au fur et à mesure de la mise en place des équipements et des moyens de contrôle;

e) la chasse sera fermée, dans les ZIC ainsi ouvertes par décision du Directeur des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols, dès que leurs possibilités cynégétiques risquent d'être dépassées ou le jour de la réalisation du quota annuel fixé par le plan de tir et au plus tard le 3 mai 1998.

Art. 22. - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues par le Code de la Chasse et de la Protection de la Faune.

Art. 23. - Le Directeur des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols, le Directeur des Parcs nationaux et les gouverneurs de région sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ANNEXE

Espèces non protégées auxquelles l'obtention du permis de petite chasse donne droit au tir.

Article D.2

- toutes les phasianidae : francolins, cailles;
- toutes les numididae : pintades;
- toutes les pteroclididae : gangas ou « cailles de Barbarie »;
- toutes les columbidae : tourterelles et pigeons;
- le lièvre;
- le phacochère moyennant le paiement d'une taxe spéciale.

Espèces partiellement protégées : auxquelles le permis de grandes chasse (cf. Plan de tir Palémé) ou le permis spécial de chasse au gibier d'eau, donne droit au tir :

Article D. 37

Mammifères

Felides

- Lion Felis leo

« avec autorisation du Président de la République ».

Bovides

- Buffles tous les buffles
- Hippotrague ou antilope-cheval Hippotragus equinus
- Bubale Alcelaphus major
- Cob redunca Redunca redunca
- Ourébi Ourebia ourebi
- Céphalophes Genres cephalophus, sylvicapra et philantomba
- Guib harnaché Tragephalus scriptus.

NB : Les femelles des mammifères partiellement protégées sont intégralement protégées. Lorsqu'un titulaire d'un permis de grande chasse a abattu une femelle d'une espèce de mammifère partiellement protégée, déclaration devra être faite immédiatement à l'agent forestier le plus proche et dans le décompte du tableau de chasse de l'intéressé, l'animal figure pour deux unités de la catégorie correspondante ou d'une catégorie voisine ».

Oiseaux

Anatides

- Oie d'Egypte Alopochen aegyptiacus
- Oie de Gambie Plectropterus gambiensis.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

DECLARATION D'ASSOCIATION

*Titre de l'association : « REGROUPEMENT DES TECHNI-
CIENS EN ELECTRONIQUE DE DAKAR »*

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer parmi eux des liens d'entente d'amitié, d'entraide, de solidarité et de fraternité;
- servir des causes de l'éducation permanente en mettant à la disposition de ses membres une gamme d'activités propre à leur assurer le développement et l'épanouissement de leurs facultés intellectuelles et morales.

Siège social : Médina à la rue 10 x 27 chez

Ousmane Mboup - Dakar

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et la direction de l'association

MM. Alahoudine Diallo, *Président;*

Ousmane Mboup, *Secrétaire général;*

Kaba Diawara, *Trésorier général.*

Récépissé de déclaration d'association n° 9322 M.INT.-DAGAT
en date du 9 juillet 1997.

Etude de M^e Moustapha Thiam, notaire

34, 36, Boulevard de la République - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de deux certificats d'inscription inscrits
au profit de la BICIS sur le titre foncier n° 16387 D.G., appartenant
à M. Abdoul Ndiaye.

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier
n° 2541-DG appartenant à M. El Hadji Djibry Bâ.

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du certificat d'inscription délivré sur
le titre foncier n° 16658-DG au nom de M. Amadou Dia.

Etude de M^e Amadou Moustapha Ndiaye, notaire

115, rue Carnot - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du certificat d'inscription d'hypothèque
afférent au titre foncier n° 9.447-DG ainsi que de la copie dudit titre

Etude de M^e Amadou Moustapha Ndiaye, notaire

115, rue Carnot - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier
n° 14697-DG appartenant au sieur Kéba Mbaye.

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier
n° 1857-DP appartenant au sieur Kéba Mbaye.

Etude de M^e Mamadou Dieng Tanor Ndiaye, notaire

Avenue du Général Gouraud - Kaolack

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier
n° 1811/SS, appartenant à M. Ndiogou Wack Bâ.

Cabinet M^{es} Aminata Mbaye et Sadel Ndiaye, avocats à la cour
47, Boulevard de la République

Immeuble Sorano - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier
n° 6645-DG consistant en un terrain bâti d'une superficie de 900
m² appartenant à ce jour exclusivement aux héritiers Samy
Rahal.

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier
n° 1076-DG consistant en un terrain bâti d'une superficie de 386
m² appartenant à ce jour exclusivement aux héritiers Samy
Rahal.

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier n° 78-R
consistant en un terrain d'une superficie de 720 m² appartenant à
ce jour exclusivement aux héritiers Samy Rahal.

Etude M^e Boubacar Seck, notaire

27, rue Jules Ferry x Moussé Diop (ex-Blanchot) - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du certificat d'inscription du nantisse-
ment pris en faveur de la Société générale de Banques, le 15
décembre 1978, sur le droit au bail inscrit sur le titre foncier
n° 12.600-DG.

Etude M^e Aïssatou Guèye Diagne, notaire,
16, rue Emile Zola - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier n° 20.490-DG, appartenant à M. Moussé Daby Diagne à Dakar. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie des titres fonciers n°s 5197 et 5198-DG, appartenant aux sieurs Demba Fall, Abdoulaye Guèye, Mamadou Guèye et Mamadou Samba, tous demeurant à Dakar. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier n° 22782-DG, appartenant à M^{me} Yacine Diop et consorts demeurant à Dakar. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier n° 7666-DG, appartenant à M. Mamadou Ndiaye. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier n° 20.722-DG, appartenant à M. Pierre Blaise Antoine Jean Mendy, né à Dakar, le 10 juin 1914. 2-2

Etude M^e Daniel Sédar Senghor, notaire
47, Boulevard de la République - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du certificat d'inscription prise sur le titre foncier n° 1220-R, propriété de M. Abdoulaye Diop, le 3 décembre 1982, volume 1 n° 218, au profit de la Société générale de Banques au Sénégal (SGBS). 2-2

Etude M^e Daniel Sédar Senghor, notaire
47, Boulevard de la République - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du certificat d'inscription du droit d'usage à temps (reporté), inscrit sur le titre foncier n° 24968-DG, au profit de la société dénommée « Mobil-oil ». 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du certificat d'inscription du droit d'usage à temps, inscrit sur le titre foncier n° 49-DG, au profit de la société dénommée « Mobil-oil ». 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier n° 13632-DG appartenant au sieur El Hadji Thierno Diop. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier n° 357 du Niani Ouli appartenant à la Dame Fatou Weindé Dieng. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier n° 6515-DG appartenant aux sieurs Babacar Ndoye et Matar Diène. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier n° 10314-DG appartenant au sieur Khone Cissé. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier n° 708 de Thiès appartenant au sieur Mar Guèye. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier n° 894 de Rufisque appartenant aux dames Coumba Diarigne Diouf, Aminata Diouf et Ndella Sall ou Salla. 2-2